87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris
Tél : 01 48 01 88 20

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

E-mail : poi@fr.oleane.com
www.partiouvrierindependant-poi.fr

Le POI informe

Israël – Palestine :

La police britannique soutient « le travail de la Cour Pénale Internationale qui enquête sur des crimes de guerre présumés en Israël et en Palestine »

On se souvient que le gouvernement de Richi Sunak et la ministre de l'Intérieur de l'époque, Suella Braverman, avaient fait pression sur le chef de la police britannique pour faire interdire les manifestations en défense du peuple palestinien.

Mais le chef de la police s'était refusé à toute interdiction.

Depuis quelques jours, suite à la saisie par l'Afrique du Sud de la Cour Internationale de Justice (CIJ), organe judiciaire de l'ONU, pour une requête accusant l'Etat d'Israël de « se livrer à des actes de génocide contre le peuple palestinien », et appelant à l'arrêt des opérations militaires à Gaza, la Cour Pénale Internationale (CPI) s'est vue attribuer l'enquête.

C'est dans ce cadre que la police anglaise doit participer à l'instruction du procès (le Royaume-Uni étant signataire des différentes conventions sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, relève de la juridiction du Tribunal pénal International).

Et c'est afin de préparer l'instruction que la police anglaise a décidé donc de placarder des affiches dans les aéroports indiquant :

« Si vous avez été en Israël/dans les territoires palestiniens et que vous avez été témoin ou victime de terrorisme, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, vous pouvez le signaler à la police britannique.

La police britannique soutient le travail de la Cour pénale internationale, qui enquête sur des crimes de guerre présumés en Israël et en Palestine depuis juin 2014.

Toutes les preuves recueillies peuvent être partagées avec la CPI pour soutenir son enquête. »

La police a déjà recueilli 631 témoignages.

Et on apprend que la décision de la police est à l'origine de « tensions diplomatiques entre Londres et Israel »…

Paris, le 16 janvier 2024